

are 10.290 ménages sur l'ensemble du pays, dans le domaine des activités d'insertion socio-économique, avec 5.700 à Ngazidja, 3.300 à Ndzuani et 1.276 Mwail", a-t-il indiqué, mentionnant aussi d'autres activités appelées "Argent contre travail", lesquelles prennent en compte les activités de réhabilitation ou de reconstruction d'infrastructures de base endommagées. "Voilà le package retenu dans le programme mis en place pour les trois ans", a-t-il fait savoir.

10.290 ménages bénéficiaires

Sur les 10.290 ménages qui ont bénéficié de l'argent, une grande partie a pu lancer des activités. 10.187 ont lancé des activités contre 103 qui n'ont pas pu parce qu'il s'agit de ménages inaptes, car ils sont constitués de couples âgé, handicapés ou tout simplement qui n'ont pas les possibili-

l'implication de tout un chacun

"Quelqu'un qui a reçu trois cabris (deux chèvres et un bouc) se trouve aujourd'hui, après deux ans et demi, avec huit ou neuf cabris. Nous sommes ainsi en train d'accompagner les éleveurs de cabris et de bovins. Les personnes qui ont reçu des veaux ont actuellement des vaches et vendent du lait. On suit ces gens-là de près. Et c'est la même chose avec les volailles", a-t-il énuméré, citant l'autre catégorie de bénéficiaires qui font la couture.

Citant en outre les bénéficiaires "qui font de petits commerces ou la restauration", Ibrahim Ahamada dit fièrement avoir atteint les objectifs fixés par l'Etat et les bailleurs. Il appelle alors à pérenniser ces actions. C'est ainsi que plusieurs formations ont été organisées, des mesures d'accompagnement visant à faire comprendre aux

des Comores un pays émergent à l'horizon 2030 n'est pas un vain mot. Cela doit être une réalité, mais tout le monde doit participer pour atteindre cet objectif", a-t-il insisté.

Activités contre travail

Concernant le projet en tant que tel le coordinateur évoquera également 88 sous-projets de réhabilitation d'écoles, de pistes, de réservoirs communautaires. Sur les 88 sous-projets envisagés, il reste 6 seulement non achevés qui, espère-t-il, d'ici fin de ce mois de novembre seront terminés. "Il y a aussi les activités engagées contre un travail.

Ce sont également des activités de réhabilitation qui se font par les communautés elles-mêmes et non par des entreprises et qui nécessitent des mains d'œuvre. On prend par exemple 50 personnes, hommes et femmes, n'ayant pas bénéficié d'activités de réajustement socio-économique, on leur donne un travail dans leur village et on les paie. Et tout cela se fait à travers le système de la microfinance", a-t-il expliqué, citant en outre les transferts monétaires non conditionnés effectués dans le cadre de la Covid vie des mobile-banking.

Ibrahim Ahamada tient à souligner la satisfaction qui est la sienne sachant que la mission assignée au gouvernement par la Banque mondiale est en grande partie accomplie. "La somme d'argent allouée au projet est à 99% utilisée et bien utilisée", a-t-il estimé. Au point de vue exécution financière, le coordinateur note "87% de réalisations". Concernant l'exécution Tech-

sommes satisfaites et le gouvernement aussi. Le gouvernement et la Banque mondiale nous ont déjà exprimés leur satisfaction", a-t-il indiqué, montrant un certificat de reconnaissance remis par les deux promoteurs du projet.

Répondant à une question sur la nécessité de poursuivre le projet dans la mesure où le pays aurait besoin de poursuivre les activités engagées, connaissant notre situation géostratégique et géographique de petit Etat insulaire en développement (Peid), le coordinateur du projet de filets sociaux de sécurité (Pfss) a fait savoir que le gouvernement a demandé aux partenaires, notamment la Banque mondiale, de financer un autre projet similaire, et a obtenu un fonds supplémentaire qui va permettre de lancer dans les mois à venir un autre programme.

Un autre projet de filets sociaux résilients

"Cette fois, ce sera un projet de filets sociaux résilients. Comme le pays est exposé à plusieurs aléas, on doit préparer les Comoriens vulnérables à créer des micro-projets leur permettant à tout moment de pouvoir s'en sortir.

Ce projet va démarrer à partir de mars-avril 2023, si les négociations entre le gouvernement et la Banque mondiale aboutissent", a-t-il fait savoir. Ibrahim Ahamada appelle les Comoriens à bien comprendre ce genre de projet, à laisser les nécessaires en bénéficiaire, à sensibiliser les personnes vulnérables qui en ont besoin de venir s'inscrire, et à croire à ce projet.

